



HAL
open science

Où en est l'histoire urbaine du contemporain?

Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge

► **To cite this version:**

Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge. Où en est l'histoire urbaine du contemporain?. Histoire urbaine, 2011. hal-01442615

HAL Id: hal-01442615

<https://hal.science/hal-01442615>

Submitted on 20 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Société
Française
d'**H**istoire
Urbaine

Histoire Urbaine

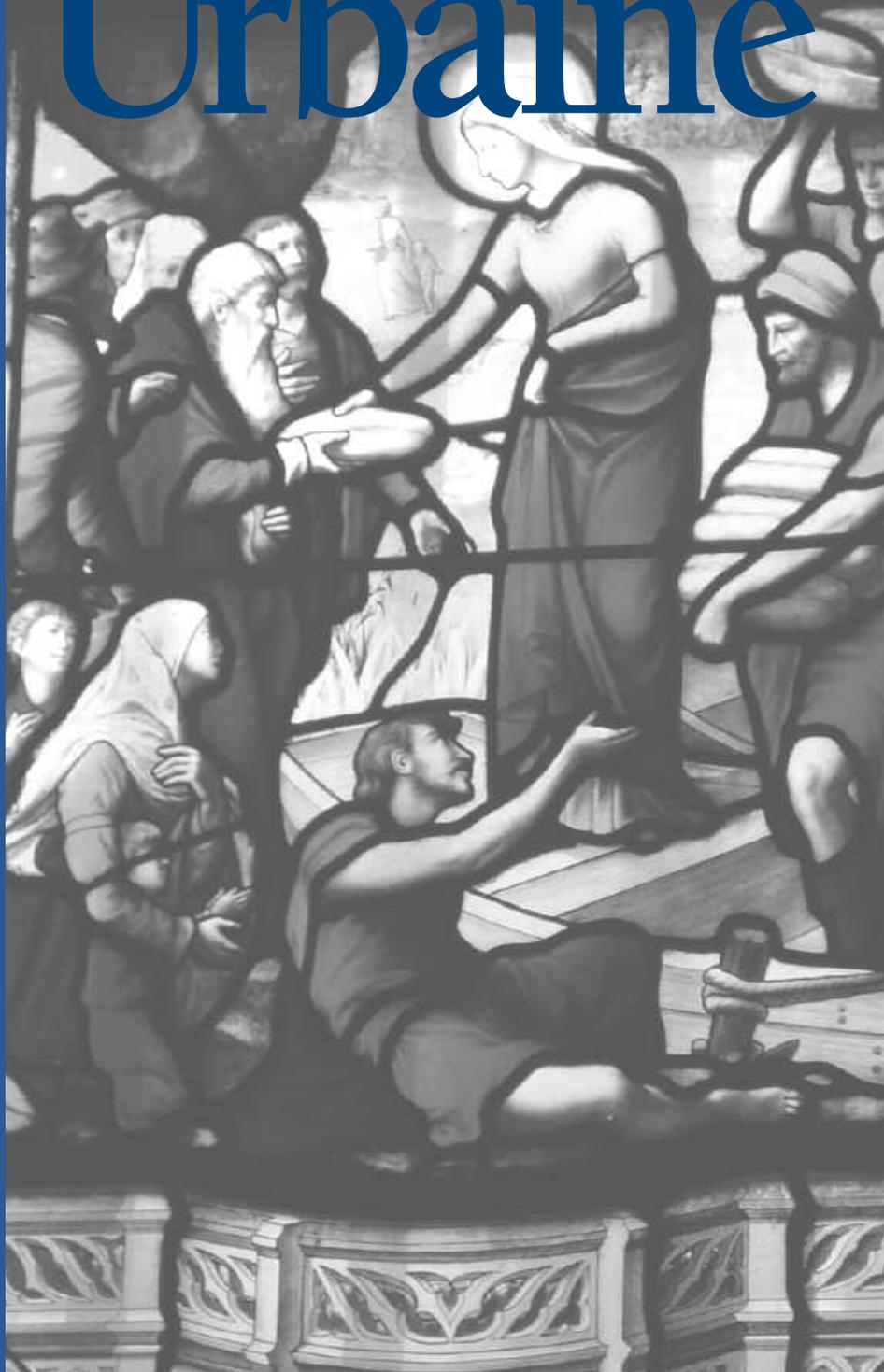
N° 32

Décembre 2011

N° 32

Décembre 2011

Histoire Urbaine



Société
Française
d'Histoire
Urbaine

Société Française d'Histoire Urbaine

La SFHU est soutenue par l'Université Paris-Est

SITE DE LA SFHU :

<http://sfhu.hypotheses.org/246>

ADRESSE POSTALE :

Frédéric Moret (SFHU)

Université Paris-Est Marne la Vallée

UFR S H S - Cité Descartes

77454 Marne la Vallée Cedex 2 France

courriel : sfhu@univ-mlv.fr;

Comité d'honneur

Maurice Agulhon - Pierre Aycoberry - Maurice Aymard - Jean-Pierre Bardet - Jean-Louis Biget
Jean-Pierre Chaline - Bernard Chevalier - Adeline Daumard † - Pierre Deyon † - Roland Étienne
Maurice Garden - Pierre Gros - Pierre Guillaume - Jacques Le Goff - Claude Lepelley - Yves Lequin
Jean-Claude Perrot - Daniel Roche - Marcel Roncayolo - Jacques Rossiaud

Bureau

Denis Menjot (Président)

Laurence Buchholzer-Rémy, Natacha Coquery, Laurent Coudroy de Lille,

Jean-Pierre Guilhembet (Vice-présidents)

Catherine Denys (Trésorière) - Vincent Lemire (Trésorier-adjoint)

Frédéric Moret (Secrétaire général adjoint) - Mélanie Traversier (Secrétaire générale),

Florence Bourillon, Florent Garnier, Philippe Guignet, Laurence Jean-Marie, Xavier Lafon,

Gilles-Antoine Langlois, Dominique Poulot, Jean-Luc Pinol, François-Joseph Ruggiu,

Thibault Tellier, Charlotte Vorms

Histoire Urbaine

Directeur de la publication :

Denis Menjot

Comité de lecture international :

Outre les membres du bureau et du secrétariat de rédaction

Jean-Yves Andrieux, Hilario Casado Alonso (Universidad de Valladolid), Patrick Boucheron,
Olivier Faron, René Favier, Mathieu Flonneau, Annie Fourcaut, Xavier Lafon, Christine Lamarre,

François Loyer, Pierre Monnet, Robert Morris (University of Edinburgh),

Isabelle Parmentier (FUNDP Université de Namur), Judith Rainhorn, Olivier Ratouis,

Susan Rau (Universität Erfurt), Albert Rigaudière, Colette Vallat

Secrétariat de rédaction :

Florence Bourillon, coordinatrice

Boris Bove, Laurence Buchholzer-Rémy, Youri Carbonnier, Laurent Coudroy de Lille,

Jean-Pierre Guilhembet, Dominique Hervier, Hélène Ménard, Frédéric Moret,

François-Joseph Ruggiu, Thibault Tellier, Mélanie Traversier, Charlotte Vorms

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HISTOIRE URBAINE

Histoire Urbaine

HISTORIQUE – OBJECTIFS

Parue pour la première fois en 2000, à l'initiative de la Société Française d'Histoire Urbaine, la revue *Histoire Urbaine* a pour vocation de rassembler tous ceux qui abordent le fait urbain dans son historicité.

Elle se définit donc moins par un ancrage disciplinaire que par des pratiques scientifiques communes et s'est imposée comme lieu de discussions et d'échanges interdisciplinaire entre spécialistes de la ville, historiens, géographes, historiens de l'art, urbanistes etc.

Ouverte aux enseignants, chercheurs et étudiants ainsi qu'aux praticiens du fait urbain, la revue souhaite avoir un rôle auprès des acteurs de la ville contemporaine.

Les numéros parus sur « La ville et l'expertise », « Ville et environnement », « Fondations et refondations urbaines », « Villes nouvelles et grands ensembles », « Financer l'habitat », « Quartiers artistiques », « Religion civique XV^e-XVI^e siècle », etc. concernent toutes les périodes historiques et sont largement ouverts aux études internationales.

Histoire Urbaine

N° 32

Décembre 2011

Cette revue est publiée
avec le concours
du C.N.L.

Société
Française
d'**H**istoire
Urbaine

ADRESSE POSTALE

Université Paris-Est Marne-la-Vallée
UFR SHS - Cité Descartes
77454 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2

Ont collaboré à ce numéro :

Mathieu Caesar

Université de Genève

Claude Denjean

Université de Toulouse-Le Mirail , FRAMESPA

Annie Fourcaut

Université de Paris-1 Panthéon Sorbonne, CHS

Marie-Carmen Gras

Université de Caen, CRHQ

Élise Hiram

Université de Caen, CRHQ

Carole Ledent

Facultés universitaires de Namur, AcanthuM

Juliette Sibon

Université d'Albi, FRAMESPA

Alain Thillay

Lycée Henri-IV

Loïc Vadelorge

Université de Paris-13, CRESC

*Tous droits de reproduction (même partielle),
de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays,
conformément à la législation française en vigueur.*

ISBN 978-2-914350-32-7

EAN 9782914350327

ISSN 1628-0482

SOMMAIRE

ÉTUDES

- Maria-Carmen Gras**, *Les processions en l'honneur de sainte Geneviève à Paris, miroir d'une société (XV^e-XVIII^e siècles)* 5
- Élise Hiram**, *Les cérémonies religieuses face à la météorologie. Enjeux paléoclimatiques et rôle social: le cas de Salamanque au XVII^e siècle* 31
- Mathieu Caesar**, *Écoles urbaines, pouvoir municipal et éducation civique à la fin du Moyen Âge. Quelques observations à partir du cas genevois aux XIV^e-XVI^e siècles* 53
- Claude Denjean, Juliette Sibon**, *Citoyenneté et fait minoritaire dans la ville médiévale. Étude comparée des juifs de Marseille, de Catalogne et de Majorque au bas Moyen Âge* 73
- Alain Thillay**, *La charité Sainte-Marguerite et le secours des pauvres à Paris au cours de la première moitié du XVIII^e siècle* 101

QUARTIER LIBRE

- Carole Ledent**, *Ville et rivière. Autour des Rencontres internationales de Liessies 2010* 127
- Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge**, *Où en est l'histoire urbaine du contemporain ?* 137

NOTE CRITIQUE

- A propos des élites parlementaires au temps des Lumières*
- Clarisse Coulomb**, *Les Pères de la patrie. La société parlementaire en Dauphiné au temps des Lumières*, Presses universitaires de Grenoble, « La pierre et l'écrit », 2006, 540 p. (Christine Lamarre) 159

LECTURES

- Évelyne Bukowiecki, Hélène Dessales et Julien Dubouloz**, *Ostie, l'eau dans la ville. Châteaux d'eau et réseau d'adduction*, Paris-Rome, Ecole Française de Rome, 2008, 260 p. (Charles Davoine) 165
- Jacqueline Caille**, *Medieval Narbonne, a City at the heart of the Troubadour World*, ed. by K.L. Reyerson, Ashgate Variorum, Aldershot (GB), 2005, XXVI, 388 p. (Marie-Thérèse Lorcin) 167

Guy Saupin (sous la direction de) , <i>Villes atlantiques dans l'Europe occidentale du Moyen-Âge au XX^e siècle</i> , Rennes, PUR, 2006, coll. « Histoire », 480 p. (Stéphane Minvielle)	168
Christian Hochmuth, Susanne Rau (éd.) , <i>Machträume in der frühneuezeitlichen Stadt</i> , Constance, UVK, 2006, 408 p. (Konflikte und Kultur. Historische Perspektiven, vol. 13), (Laurence Buchholzer)	170
Isabelle Parmentier , <i>Histoire de l'environnement en Pays de Charleroi, 1730-1830. Pollutions et nuisances dans un paysage en voie d'industrialisation</i> , Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2008, 410 p. (Stéphane Frioux)	173
RÉSUMÉS	176

SITE DE LA SFHU

Le nouveau site de la SFHU est maintenant :

<http://sfhu.hypotheses.org/246>

La revue *Histoire Urbaine* est sur le portail de CAIRN

<http://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine.htm>

Vous y trouverez gratuitement les numéros des premières années (2000-2006) et les sommaires des années 2007-2011.

Pour les articles parus en 2007-2011, l'achat en ligne est possible.

Les « Lectures » publiées dans la revue sont directement et gratuitement accessibles.

ANNIE FOURCAUT* LOÏC VADELORGE**

Où en est l'histoire urbaine du contemporain ?

De 2006 à 2009, le Centre d'histoire sociale du xx^e siècle (Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne), associé au Centre d'histoire culturelle des sociétés contemporaines (Université de Versailles-Saint-Quentin) a tenu un séminaire de recherche consacré à « l'histoire urbaine du contemporain », entendue globalement comme l'histoire des villes du second xx^e siècle et principalement centré sur le cas français. Il s'agissait de questionner le sens du développement rapide de recherches à caractère historique sur une période qui avait été longtemps négligée, du moins par les historiens¹. Sous l'effet de recherches individuelles et de chantiers collectifs, l'histoire de la révolution urbaine française, puis celle de la crise sociale de la ville sont devenues au cours des années 2000 des champs historiographiques crédibles, attirant davantage de chercheurs et d'étudiants que dans les décennies précédentes pour lesquelles elles faisaient parfois figure de champs pionniers².

Il s'agit ici de rendre compte des principales avancées de cette recherche récente, tant en ce qui concerne le questionnement, les terrains d'investigation ou les méthodes de travail. L'accent sera volontairement mis sur les travaux d'historiens, non en raison d'une quelconque et absurde légitimité sur le champ de recherche que constitue l'histoire urbaine, mais au contraire parce qu'ils cherchent aujourd'hui la manière la plus efficiente

* Annie Fourcaut est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-1-Panthéon Sorbonne et membre du CHS.

** Loïc Vadelorge est professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-13 et membre du CRESC.

1. Antoine Prost, « Une histoire urgente. Le temps présent des villes », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 64, octobre-décembre 1999, p. 121-126.

2. Viviane Claude et Danièle Voldman (sous la direction de), « L'Histoire dans la recherche urbaine », *Espaces et Sociétés*, 130, septembre 2007, p. 9-11.

de partager un champ qu'ils ont longtemps laissé aux autres sciences humaines et sociales.

Notre contribution prend sa place dans une série de bilans qui à dates régulières³ interrogent le devenir d'un champ d'investigation légitimé au début des années 1980 au sein de l'Institut d'histoire du temps présent⁴. A rebours d'une analyse récente signalant le « malaise » de l'histoire urbaine moderne et contemporaine⁵, mais qui ignore notamment le *xx^e* siècle, nous pensons que cette dernière témoigne d'un dynamisme certain, susceptible d'éclairer les débats contemporains, en particulier l'origine du « divorce entre la société et la ville »⁶.

La focale « nationale » ici choisie peut sembler contestable, tant l'expansion des villes apparaît comme un phénomène mondial dans le second *xx^e* siècle⁷. Pour autant, comme le soulignait naguère Philippe Pinchemel⁸, l'histoire de la France urbaine récente se caractérise par un certain nombre de spécificités, qui subsistent encore dans la mémoire collective. Jusqu'au recensement de 1954, un quasi équilibre perdure entre la France rurale (44 %) et la France urbaine (56 %). La barre des 65 % n'est franchie qu'au recensement de 1968. En 1982 le chiffre se stabilise entre 69 % et 73 %, que l'on considère la définition traditionnelle de la population urbaine (2 000 habitants agglomérés) ou la nouvelle définition INSEE (commune appartenant à une aire urbaine)⁹. La fascination des chercheurs français pour la « rurbanisation »¹⁰, puis le « périurbain »¹¹

3. Rémi Baudouï, Alain Faure, Annie Fourcaut, Martine Morel, Danièle Voldman, « Ecrire une histoire contemporaine de l'urbain », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 1990, n° 27, p. 97-106 ; Danièle Voldman (sous la direction de), « Villes en crise », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 64, octobre-décembre 1999, p. 3-126 ; *eadem*, « L'histoire urbaine du second vingtième siècle en France », *Bulletin de la Société d'Histoire moderne et contemporaine*, actes de la journée du 27 novembre 1999, 20, avril 2000, p. 33-35 ; Annie Fourcaut, « L'histoire urbaine de la France contemporaine : état des lieux », *Histoire Urbaine*, n° 8, décembre 2003, p. 171-185.

4. Antoine Prost, « La périodisation de la politique urbaine française » dans *Les politiques urbaines françaises depuis 1945*, actes de la table-ronde des 17-18 juin 1982, *Bulletin de l'IHTP*, supplément 5, 1984, p. 32-47.

5. Nicolas Lemas, « Pour une épistémologie de l'histoire urbaine française des époques moderne et contemporaine comme histoire problème », *Histoire@Politique*, n° 9, septembre-décembre 2009.

6. Propos tenus par Olivier Guichard, ministre de l'Équipement, à l'Assemblée nationale, le 17 mai 1973.

7. Frédéric Dufaux et Annie Fourcaut (sous la direction de), *Le monde des grands ensembles*, Paris, Créaphis, 2004.

8. Françoise Carrière, Philippe Pinchemel, *Le fait urbain en France. La population urbaine. Les villes de plus de 20 000 habitants*, Paris, Armand Colin, 1963.

9. INED, *La population urbaine en France de 1846 à 2004*. Annuaire rétrospectif. www.Ined.fr.

10. Gérard Bauer, Jean-Michel Roux, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Le Seuil, 1976.

11. Marie-Christine Jaillet, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, mars-avril 2004, p. 40-64.

témoigne des hésitations d'un modèle de développement urbain, à la fois conforme à la réalité internationale du *sprawl* et en même temps révélateur des ambivalences d'un retour à la campagne d'une partie des populations urbaines.

A cette spécificité démographique s'ajoute celle d'une production urbaine, qui apparaît à tort ou à raison comme ayant été étroitement encadrée par l'État. La prégnance de « l'urbanisme opérationnel » ou du « keynésianisme spatial » forme aujourd'hui un lieu commun de la recherche urbaine qui a focalisé depuis des décennies son attention sur les politiques publiques de l'aménagement urbain. C'est d'ailleurs sans doute l'évidence d'une « politique publique » de l'aménagement urbain qui a retardé l'investissement des historiens, peu habitués à appliquer aux territoires urbains les grilles d'analyse de la sociologie des organisations, et plus familiers des monographies totalisantes, peu envisageables pour le xx^e siècle¹².

L'arrivée des historiens sur ce terrain vise moins à remettre en cause les acquis de la recherche urbaine qu'à restituer certains éléments de contexte qui leur font encore défaut. On examinera dans un premier temps la question stratégique des temporalités urbaines que des recherches historiques récentes permettent de réarticuler. On s'attachera ensuite à décrire la manière dont les historiens ressaisissent l'histoire des politiques publiques de la ville au-delà du discours classique sur les Trente glorieuses. On interrogera enfin la possibilité d'une histoire sociale des villes du second xx^e siècle, c'est-à-dire du rapport des populations urbaines à un cadre de vie en plein bouleversement.

Redéfinir les temporalités

Le récit des aménageurs de la ville contemporaine forme une vulgate qui imprègne d'autant plus l'histoire urbaine qu'elle a été compilée et disséquée par plusieurs générations de chercheurs en sciences sociales. Dans l'entreprise de déconstruction de cette mémoire¹³, les historiens sont appelés à jouer un rôle particulier. Il s'agit à la fois de questionner la fausse évidence des charnières de l'histoire urbaine et d'éclairer la

12. Jean-Claude Perrot, *Genèse d'une ville moderne. Caen au xviii^e siècle*, Paris, La Haye, Mouton, 1975 ; Bernard Lepetit, *Les villes dans la France moderne. 1740-1840*, Paris, Albin Michel, 1988.

13. Jean-Charles Depaule, Christian Topalov (sous la direction de), *Les mots de la ville*, Paris, Editions Unesco, MSH, plusieurs volumes parus depuis 2001 ; Christian Topalov, Laurent Coudroy de Lille, Jean-Charles Depaule et Brigitte Marin, *L'aventure des mots de la ville*, Paris, Robert Laffont, 2010.

temporalité des grandes représentations urbaines. La vulgate chronologique a contribué à sédimenter une série de séquences (Reconstruction, grands ensembles, villes nouvelles, Politique de la ville,...) et de dates charnières (Plan Courant, Schéma directeur de la région parisienne, circulaire Guichard, loi Barre, etc.) reposant sur un raisonnement *a priori* qui se doit d'être interrogé par l'historien. Le temps des grands ensembles débute-t-il une fois la Reconstruction achevée? Les villes nouvelles sont-elles la traduction gaulliste des politiques urbaines et s'opposent-t-elles aux grands ensembles? L'émergence de la Politique de la Ville est-elle liée à la victoire socialiste de 1981?

Le premier écueil d'une histoire urbaine qui « chemine aux crêtes de la décision »¹⁴ est sans doute de prendre pour argent comptant le discours de la rupture véhiculé par les grands acteurs qu'ils soient politiques (Sudreau, Debré, Chalandon, etc.) ou hauts-fonctionnaires (Bloch-Lainé, Delouvrier, Hirsch, etc.). Le recours à l'archive permet ici d'apporter de larges nuances au récit des « bâtisseurs de ville »¹⁵.

UNE AMNÉSIE COLLECTIVE

Longtemps les années 1950 ont fait office de trou noir pour l'histoire urbaine. Le thème gaullien de « l'incurie de la IV^e République », forgé aux débuts de la V^e se nourrissait d'une double condamnation pourtant bien paradoxale¹⁶. Les décideurs des années 1950 auraient été incapables de régler l'aménagement des grandes agglomérations à commencer par celui de la région parisienne; ils auraient été par ailleurs responsables de l'erreur des grands ensembles, c'est-à-dire du pari d'une architecture fondée exclusivement sur l'habitat collectif sous forme de barres et tours.

Dès les années 1990 pourtant, la recherche historique a démontré tout ce que l'aménagement urbain des Trente Glorieuses devait au dirigisme de Vichy. La Délégation générale à l'Équipement national (1941) préfigure le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (1943) qui crée en 1949 une Direction à l'Aménagement du territoire. De la même manière, c'est sous Vichy que s'expérimente le rapprochement décisif des ingénieurs, des architectes et des sciences humaines, prémices d'une approche pluridisci-

14. Danièle Voldman, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954: histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 427.

15. Danièle Voldman, « Les traceurs de villes ont-ils un discours de démiurges? », dans Loïc Vadelorge (sous la direction de), *Gouverner les villes nouvelles. L'Etat et les collectivités locales (1960-2005)*, Paris, Manuscrit.com, collection Manuscrit Université, 2005, p. 51-66.

16. Charles de Gaulle, « Mais, quant aux problèmes de longue haleine, comme ceux du logement, des écoles, des hôpitaux, des communications, on laissait s'accumuler des retards, qui compromettaient l'avenir », *Mémoires d'espoir*, Le renouveau 1958-1962, Paris, Plon, 1970, p. 14.

plinaire de la ville et d'une recherche urbaine que la V^e République ne fera que refonder.

Plus près de nous, le rapprochement fécond de l'histoire sociale et de l'histoire de l'architecture, initié par de trop rares braconniers disciplinaires (Jean-Yves Andrieux, Gérard Monnier¹⁷, Bruno Vayssière¹⁸, Danièle Voldman) a permis de revisiter l'histoire des formes urbaines et de la prétendue rupture formelle des grands ensembles. Plusieurs thèses se sont en effet attachées à comprendre le rôle des acteurs politiques (Eugène Claudius-Petit¹⁹, George Pompidou²⁰), institutionnels (la Société centrale immobilière de Construction filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations²¹, le ministère de la Construction²²) mais aussi des services d'études régionaux (Basse-Seine²³, région lyonnaise²⁴). La IV^e République avait donc bien jeté les fondements d'une politique urbaine et lancé dès la période de la Reconstruction une série d'expérimentations à l'origine des politiques de construction et d'aménagement des années 1960-1970²⁵. La rupture avec la politique des cités-jardins de la III^e République mais aussi des cités satellites de Vichy est nette, ce qui contribue à nuancer l'idée d'une filiation formelle entre certaines réalisations isolées de l'Entre-deux-guerres (cité de la Muette à Drancy, cité de la Butte-Rouge à Chatenay-Malabry, quartier des gratte-ciels de Villeurbanne) et les opérations phares des années 1950 (cité Rotterdam de Strasbourg, Sarcelles, Massy-Antony, Mourenx).

17. Gérard Monnier, *L'architecture moderne en France. Tome 3 : De la croissance à la compétition. 1967-1999*, Paris, Picard, 2000 ; Gérard Monnier, Richard Klein (sous la direction de), *Les années ZUP. Architectures de la croissance. 1960-1973*, Paris, Picard, 2002.

18. Bruno Vayssière, *Reconstruction-Déconstruction. Le hard French ou l'architecture française des Trente Glorieuses*, Paris, Picard, 1988.

19. Benoit Pouvreau, *Un politique en architecture. Eugène Claudius-Petit (1907-1989)*, Paris, Editions Le Moniteur, collection Architextes, 2004.

20. Mathieu Flonneau, Pascal Geneste, Philippe Nivet et Emilie Willaert (sous la direction de), *Le grand dessein parisien de Georges Pompidou*, Somogy- Association Georges-Pompidou, 2010.

21. Paul Landauer, *L'invention du grand ensemble. La Caisse des dépôts, maître d'ouvrage*, Paris, Picard, 2010.

22. Gwenaëlle Le Goullon, *Les grands ensembles en France : Genèse d'une politique publique. 1945-1962*, Thèse d'histoire contemporaine, sous la direction d'Annie Fourcaut, Université de Paris I, 2010.

23. Frédéric Saunier, *L'aménagement de la Basse-Seine de 1940 à 1977. Un territoire d'expériences*. Thèse de doctorat en histoire de l'art, sous la direction de Danièle Voldman, Université de Paris I, 2005.

24. Marie-Clothilde Meillerand, *Penser l'aménagement d'une métropole au XX^e siècle. Enjeux territoriaux, acteurs locaux et politiques publiques dans la région lyonnaise*, Thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Jean-Luc Pinol, Université de Lyon II, 2010.

25. Olivier Ratouis, *Dunkerque ou la question de la ville comme totalité, de la Reconstruction aux années soixante-dix*, Paris EHESS, Thèse d'Histoire et Civilisations, sous la direction de Jean-Louis Cohen, 1997.

LA TEMPORALITÉ DES VILLES NOUVELLES

Il ne semble plus aujourd'hui possible de considérer que les villes nouvelles sont une conséquence de la publication en juin 1965 du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne. S'il y a bien eu une politique publique des villes nouvelles, elle s'enracine dans la moyenne durée et participe de la temporalité des nouveaux ensembles urbains que les derniers gouvernements de la IV^e république et les premiers de la V^e précisent successivement. La relecture des schémas d'orientation tant en région parisienne (Plan d'organisation générale de 1960²⁶) qu'en province (Padog lyonnais de 1963) démontre que la rupture intellectuelle de l'urbanisme gaulliste est en grande partie une invention *a posteriori*. De la même manière, l'émergence rapide d'une réflexion sur l'accueil des nouveaux habitants dans les nouveaux ensembles urbains débouche sur la politique des zones à urbaniser par priorité qui forme le chaînon manquant entre la génération de Sarcelles (1954) et celle d'Evry (1975).

L'histoire des villes nouvelles apparaît donc comme indissociable de celle des grands ensembles dont elles constituent bien un prolongement expérimental. Ainsi s'éclaire l'indécision de la terminologie, qui qualifie de « ville nouvelle » tout nouvel ensemble urbain, des années 1940 aux années 1980, et ce malgré la volonté précoce des aménageurs des villes nouvelles de les édifier en opposition avec les grands ensembles.

Pour peu qu'on s'attache à comprendre ces ensembles urbains sur la moyenne durée et non pas simplement à décrypter le contexte culturel de leur préfiguration – c'est-à-dire la séquence la plus productive d'archives – force est de constater qu'ils suivent des destins comparables²⁷ et sont soumis à des reconfigurations importantes, tant en termes d'échelles d'urbanisation qu'en termes de formes et de gouvernances urbaines. L'histoire d'une ville planifiée découle autant des épisodes successifs de sa mise en œuvre que de la cohérence de ses origines. En ce sens, les travaux historiques récents tendent à mettre en cause les idéaux-types (cités-jardins, villes reconstruites, grands ensembles, cités d'urgence, villes nouvelles) que la recherche urbaine a employés durant des décennies sans suffisamment en questionner le sens.

26. Bernard Valade, « Variations sur l'urbanisme d'Etat en région parisienne (1919-1969) », *L'Année sociologique*, 2008/1, vol.58, p. 121-142.

27. Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge (sous la direction de), « Villes nouvelles et grands ensembles », *Histoire Urbaine*, n° 17, décembre 2006.

POUR EN FINIR AVEC LA CRISE URBAINE

Il n'est non plus possible de considérer que la crise sociale urbaine est postérieure aux années 1980. Le colloque de Rouen consacré en 2002 aux « politiques municipales face aux pathologies urbaines »²⁸ dresse le bilan de deux décennies de travaux consacrés aux désordres urbains et aux différentes formes de régulation qu'ils ont engendrés. Les organisateurs plaident pour une approche comparée sur la longue durée, ce qui contribue à mettre en cause le renversement souvent souligné dans la littérature sociologique consacrée à l'histoire de la politique de la Ville²⁹.

Que l'on resserre la focale sur le second XX^e siècle ne change pas l'analyse. Les problèmes sociaux urbains ne datent pas des années 1980 et ne peuvent donc être uniquement analysés comme les effets de la crise économique³⁰, ce dernier concept étant du reste aujourd'hui délaissé par les historiens. C'est probablement l'effet de trois évolutions distinctes mais concomitantes – le changement de politique vis à vis de l'immigration initié au début du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, le ralentissement de la construction et la dégradation du parc social à partir de 1973, enfin l'entrée des immigrés dans ce parc sous la pression de l'Etat – dont la conjonction singularise les troubles de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècles et les représentations qui en sont données. Qu'on les analyse en moyenne durée comme la fin des possibilités d'insertion offertes par la ville dense aux migrants de toutes origines³¹, ou dans le temps court comme l'accès à une forme d'expression politique des jeunes issus d'Afrique sub-saharienne cantonnés dans les ZUS³², ces épisodes ne se comprennent qu'au croisement de temporalités plurielles.

D'autant que l'épisode – inédit par son ampleur géographique – des émeutes urbaines d'automne 2005 n'est pas sans précédent. Aux côtés des loubards des années 1960, les groupes professionnels (ouvriers, paysans) investissent régulièrement la ville des années 1950 au milieu des années 1970, pour dire sur le registre de l'émeute, leur opposition aux évolutions

28. Yannick Marec (sous la direction de), *Villes en crise. Les politiques municipales face aux pathologies urbaines (fin XVIII^e-fin XX^e siècle)*, Paris, Créaphis, 2005.

29. Jacques Donzelot, Philippe Estèbe, *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville*. Paris, Editions Esprit, 1994.

30. Michelle Zancarini-Fournel, « Généalogie des rébellions urbaines en temps de crise (1971-1981) », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, octobre-décembre 2004, p. 119-127.

31. Marie-Claude Blanc-Chaléard, « Étrangers et immigrés en région parisienne », *Historiens et géographes*, n° 384, « L'immigration en France au XX^e siècle », 2^e partie, oct. 2003, p. 267-286.

32. Fabien Jobard, « Rioting as a Political Tool: the 2005 Riots in France », *The Howard Journal of Criminal Justice*, volume 48, Issue 3, p. 235-244.

politiques et sociales contemporaines³³. Cette violence dans la ville est cependant davantage lue alors comme sociale (luttres des classes, crises générationnelles), à l'inverse des violences de la ville qui semblent résumer aujourd'hui la violence sociale. Ajoutons aussi que les travaux sur le XIX^e siècle (juin 1848, Commune de Paris) invitent à nuancer l'idée même d'une violence urbaine spécifique au temps présent, tant le décompte des victimes et des dégâts est sans commune mesure d'une époque à l'autre.

On a longtemps opposé le temps long des mutations économiques et le temps court des politiques urbaines. Seul le premier semblait trouver grâce aux yeux des historiens. Ce que nous apprend l'histoire urbaine du temps présent, c'est la nécessité d'articuler des temporalités de différentes natures : le temps long des évolutions de l'appareil industriel qui modifie les fondements du peuplement, la répartition des migrants et accentue l'urbanisation de la France contemporaine³⁴ ; le temps court qui est celui de certains programmes qu'il s'agisse de construction ou de rénovation ; le moyen terme qui est celui de la définition et de la mise en œuvre des politiques publiques, dont l'historien doit restituer l'épaisseur, au-delà des discours des acteurs.

Le champ des politiques publiques

L'histoire urbaine du second XX^e siècle s'est affirmée en premier lieu comme une histoire des politiques publiques urbaines, l'intervention de l'Etat constituant le paradigme explicatif du changement urbain. C'est là une distinction majeure avec l'historiographie des époques antérieures, qui a privilégié l'approche sociale du peuplement et des cultures urbaines. L'offre archivistique justifie pour partie cet écart, dans la mesure où les organisations gestionnaires de la ville sont à la fois plus nombreuses et plus instables qu'au XIX^e siècle. L'historien emboîte ici le pas aux sciences politiques, retrouvant les mêmes problématiques (technocratie urbaine, gouvernement urbain, régulation croisée) et parcourant les mêmes archives institutionnelles.

33. Annie Fourcaut, Loïc Vadelorge, « Les historiens et les violences urbaines de novembre 2005 », *Histoire Urbaine*, n° 21, avril 2008, p. 111-125.

34. Maurice Garden, Jean-Luc Pinol, *Atlas des Parisiens de la Révolution à nos jours*, Paris, Parigramme, 2009, offre un bel exemple de lecture cartographique de la capitale et de ses évolutions en moyenne durée.

L'ÉTAT MODERNISATEUR

Les politiques urbaines des Trente Glorieuses (construction des grands ensembles, rénovation des vieux quartiers, résorption des bidonvilles, etc.) témoignent sinon d'une capacité, du moins d'une volonté de l'État de changer la société en modernisant d'abord le logement, puis les villes. Participant aussi bien des politiques économiques contra-cycliques que des politiques sociales, les politiques urbaines forment un élément essentiel de l'État-Providence, en continuité avec la volonté de modernisation du capitalisme français³⁵. La crise de l'Etat-Providence, le retour de la crise du logement et le choix d'une politique de destruction de certains logements sociaux depuis les années 2000 avec la création de l'Agence nationale pour la Rénovation urbaine (2003) indiquent cependant que la phase de construction massive aidée par l'Etat, initiée entre Louis Loucheur (1928-1933) et Raoul Dautry (1944-1946), est probablement terminée.

L'un des fils conducteurs de l'analyse est l'étude de la technocratie, conduite de part et d'autre de la Seconde Guerre mondiale. En amont, la figure de Louis Loucheur reste décisive même s'il faut toujours regretter que les effets de la loi du 13 juillet 1928, chaînon essentiel de la diffusion du pavillonnaire en France, restent mal connus³⁶. Les historiens s'inscrivent ici dans une tradition de la recherche urbaine qui souligne depuis longtemps le rôle des grands corps dans la définition des politiques d'aménagement³⁷. La technocratie n'est cependant pas simplement une donnée structurelle des politiques urbaines, c'est aussi et avant tout une modalité de mise en forme et de mise en œuvre des politiques publiques qui se réinvente en fonction des rapports de force. Par ailleurs, aux côtés des ingénieurs et des préfets qui ont fait l'objet des grandes enquêtes sociologiques des années 1970, les historiens révèlent le poids des polytechniciens (Dautry³⁸, Lacaze, Rousselot) ou des inspecteurs de Finances (Bloch-Lainé³⁹,

35. Michel Margairaz, *L'Etat, les finances et l'économie: histoire d'une conversion 1932-1952*, Paris, Imprimerie nationale, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991.

36. Carls Stephen Douglas, *Louis Loucheur: 1872-1931. Ingénieur, Homme d'Etat, modernisateur de la France*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2000; Bastien Pourtout, « La première loi de programmation de logements sociaux. La loi Loucheur et les offices publics d'HBM dans la région parisienne (1928-1939) », dans Emmanuel Bellanger, Jacques Girault (sous la direction de), *Villes de banlieue. Personnel communal, élus locaux et politiques urbaines en banlieue parisienne au xx^e siècle*, Grâne, Créaphis, 2008, p. 109-118.

37. Antoine Picon, *L'invention de l'ingénieur moderne*, Paris, Presses de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, 1992; Jean-Claude Thoenig, *L'Ere des technocrates. Le cas des Ponts et Chaussées*, Paris, Editions d'Organisation, 1973.

38. Rémi Baudouï, *Raoul Dautry (1880-1951): le technocrate de la République*, Paris, Balland, 1992.

39. Michel Margairaz (sous la direction), *François Bloch-Lainé, fonctionnaire, financier, citoyen. Actes de la journée d'études du 25 février 2003*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007.

Goetze⁴⁰, Delouvrier⁴¹, Roullier⁴²). Les effets de réseaux (Conseil général des Ponts et Chaussées, anciens élèves de l'École polytechnique, Inspection générale des Finances, instances européennes comme la CECA⁴³) complexifient l'analyse, même s'il existe des lieux de rencontre et de synergie, à l'image du Commissariat général au Plan et de ses commissions.

Comprendre une carrière de haut-fonctionnaire dans la France de l'Après-guerre, c'est aussi tenter de cerner les raisons qui expliquent qu'à formation identique, les engagements puissent être différents selon les époques. En ce sens, le recours au concept de génération, issu de l'histoire politique et culturelle, apparaît comme l'une des pistes stimulantes de la recherche. Là où la mémoire collective condamne pêle-mêle l'incurie de la III^e et de la IV^e République en matière d'urbanisme, les historiens révèlent combien les décideurs de la IV^e République (Claudius-Petit⁴⁴, Courant, Sudreau⁴⁵) souhaitèrent se distinguer de leurs prédécesseurs de la III^e, quand bien même certains précurseurs (Morizet⁴⁶, Loucheur) avaient tenté d'engager l'État vers une intervention plus décisive. L'importance du passage par Uriage⁴⁷ et par la Résistance a été soulignée de longue date dans l'histoire politique de l'Après-guerre. Encore faut-il admettre qu'il joue différemment pour un Claudius-Petit et pour un Paul Delouvrier⁴⁸.

L'expérience de la Guerre d'Algérie semble également avoir joué un rôle-clé. L'observation en direct de la faillite de l'autorité politique de la IV^e République sur le terrain par une poignée de haut-fonctionnaires fraîchement sortis de l'ENA (Roullier, Rocard, etc.) explique l'adhésion d'une partie de la haute fonction publique aux méthodes volontaristes et

40. Sabine Effosse, *Entretiens avec Roger Goetze. Un financier bâtisseur. 1957-1988*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007.

41. Sébastien Laurent, Jean-Eudes Roullier (sous la direction de), *Paul Delouvrier. Un grand commis de l'État*, Paris, actes de la journée d'études du 1^{er} décembre 2003, Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

42. Loïc Vadelorge (textes réunis par), *Jean-Eudes Roullier, un pionnier des politiques de l'espace urbain*, Paris, La Documentation française, 2011.

43. Alessandro Giaccone, *Paul Delouvrier. Un demi siècle au service de la France et de l'Europe*, Paris, Descartes et Cie, 2004.

44. Benoit Pouvreau, *Un politique en architecture*, *op. cit.*

45. Annie Fourcaut, « Trois discours, une politique? », *Urbanisme*, janvier-février 2002, n° 322, p. 39-45.

46. Pascal Guillot, *André Morizet (1876-1942)*, Thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Jacques Girault, Université de Paris XIII, 2004, (à paraître chez Créaphis).

47. Pierre Bitoun, *Les hommes d'Uriage*, Paris, La Découverte, 1988 ; Bernard Comte, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage. 1940-1942*, Paris, Fayard, 1991.

48. Roselyne Chenu, *Paul Delouvrier ou la Passion d'agir*, Paris, Seuil, « L'Histoire immédiate », 1994.

partiellement anti-démocratiques du premier gaullisme. Du District de la région parisienne (1959)⁴⁹ à la création des communautés urbaines⁵⁰ de Lille, Bordeaux, Lyon et Strasbourg (1966), l'État tente de réformer le gouvernement des villes pour contrôler leur expansion régionale. Le Club Jean Moulin⁵¹, qui selon la formule convenue « défaisait la nuit ce qu'on faisait le jour », apparaît ici comme la soupape de sûreté d'une génération de hauts fonctionnaires critiques.

Quinze ans plus tard, c'est une autre génération qui sera aux commandes, aux antipodes de la précédente par certains aspects. Si les institutions de contrôle étatique de la production urbaine sont devenues pérennes (établissements publics d'aménagement, directions départementales de l'Équipement, agences d'urbanisme), leur légitimité est désormais ouvertement contestée. Entre l'échec du référendum régional de 1969 et l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing, la haute-fonction publique se trouve de nouveaux mots d'ordre : décentralisation et cadre de vie. La stature d'Olivier Guichard, celui de la circulaire de 1973 qui met fin aux grands ensembles, comme celui du rapport *Vivre ensemble* de 1976, apparaît ici comme centrale⁵².

Par le biais de la réflexion sur les mots d'ordre générationnels, l'histoire urbaine du contemporain se détache de la simple histoire des techniques de production de la ville pour participer pleinement de l'histoire des politiques sociales contemporaines. On ne conçoit pas les ensembles urbains des années 1970 comme ceux des années 1950, parce qu'entretiens la manière de gouverner le social a changé et qu'aux côtés des besoins fondamentaux (sécurité, logement, équipements) on a appris à concevoir les politiques urbaines comme des politiques globales et transversales. Cette démarche contribue à éclairer les contradictions de la production urbaine de l'Après-guerre.

On a trop longtemps confondu l'idéal-type et la réalité en matière de construction. Il est ainsi faux de considérer que les années 1950-1970 ont privilégié l'habitat collectif sur l'habitat individuel. Le modèle pavillonnaire, pourtant largement décrié depuis les années 1920 demeure un modèle de référence, plus sans doute dans l'opinion publique que chez

49. « L'invention du District parisien. Un demi-siècle avant le Grand Paris », *Espoir*, revue de la Fondation Charles de Gaulle, 160, printemps 2010.

50. Fabien Desage, « L'institutionnalisation des Communautés urbaines : desseins et impasse d'un volontarisme réformateur (1964-1971) », *Genèses*, 2010, 80, p. 90-113.

51. Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le club Jean Moulin*, Paris, Fayard, 2002.

52. « L'expérience du ministère de l'environnement et du cadre de vie (1978-1981) », Actes de la journée d'études du 15 février 2007, revue *Pour Mémoire*, hors série, septembre 2007 ; Pascal Griset (sous la direction de), *Georges Pompidou et la modernité : les tensions de l'innovation 1962-1974*, Paris, Association Pompidou, 2006.

les décideurs⁵³. Il n'existe pas de « modèle » du grand ensemble, mais des configurations évolutives, associant très souvent habitat collectif et/ou individuel.

L'ÉTAT PLURIEL : ÉCHELLES ET ACTEURS DE LA DÉCISION

Parce qu'elle devient au cours de la période des Trente glorieuses, le fait majeur de l'évolution sociale de la nation, la ville concerne plusieurs ministères. Faire de l'histoire urbaine, c'est donc articuler l'histoire du ministère de la Construction (du MRU à l'Équipement), l'histoire du ministère de l'Intérieur (évolution du droit des collectivités locales, place des préfets), du ministère des Finances (dotations de fonctionnement et d'équipement), du ministère de l'Éducation nationale (production à très grande échelle d'écoles, de collèges et lycées, d'universités) mais aussi des Affaires sociales (centres de protection maternelle et infantile, centres sociaux), de l'Immigration, de la Culture (centres dramatiques nationaux, maisons de la culture, équipements intégrés) ou de la Jeunesse et des Sports (animation socioculturelle, maisons des jeunes et de la culture). A compter des années 1960 et 1970, la production urbaine relève significativement du champ interministériel qui est celui des Commissions villes du Plan, de l'Aménagement du Territoire et des villes nouvelles. L'émergence d'un secteur de l'environnement à l'orée des années 1970 vient encore s'ajouter à cet inventaire à la Prévert qui a de quoi décourager tout horizon de synthèse. Pourtant, si l'histoire urbaine ne peut à elle seule couvrir l'ensemble de ces secteurs d'intervention publique, elle peut en revanche se nourrir de monographies issues d'autres champs de la recherche historique.

L'histoire économique est le premier de ces champs, qui s'est affirmé parallèlement à l'histoire urbaine du contemporain selon ses propres modalités. Les travaux de Dominique Barjot sur l'histoire du bâtiment ont très tôt suscité l'intérêt des historiens de la ville⁵⁴, non seulement parce qu'ils éclairaient l'arrière-plan de l'industrialisation de la construction sans lequel on ne peut comprendre l'histoire urbaine récente, mais aussi parce que la dimension économique est indissociable des politiques urbaines contemporaines. Du Secteur industrialisé du début des années 1950 au Plan Construction des années 1970 en effet, l'État a toujours

53. Benoît Pouvreau, « Des maisons nouvelles pour en finir avec les pavillons de banlieue », dans Danièle Voldman (sous la direction de), *Désirs de toit. Le logement entre désirs et contraintes depuis la fin du XIX^e siècle*, Créaphis, 2010, p. 97-124.

54. Dominique Barjot, *Travaux publics de France. Un siècle d'entrepreneurs et d'entreprises, 1883-1992*, Paris, Presses de l'École nationale des Ponts et Chaussées, 1993.

souhaité réfléchir sur les modèles-types, l'innovation et les économies d'échelle. À l'envers d'une histoire convenue qui dénonce l'investissement public massif et aveugle dans les grands ensembles, l'histoire de la construction nous rappelle que l'État bâtisseur est un mythe. L'État cherche, expérimente, soutient, tente de contrôler mais ne produit pas directement la ville contemporaine.

L'histoire économique de la ville a pour corollaire son histoire financière. Les travaux de Sabine Effosse⁵⁵ sur le financement du logement révèlent que de 1950 à 1967, c'est le secteur du logement aidé (loi du 21 juillet 1950) qui tire la construction en France devant le secteur privé et le secteur social. Le mythe d'une France des HLM s'en trouve résolument écorné. C'est également l'histoire financière qui conduit les historiens de l'urbain à s'intéresser au rôle de la Caisse des Dépôts et Consignations dans la politique du logement⁵⁶. En dépit d'une réelle difficulté d'accès aux archives, une histoire de certaines filiales de la Caisse, la SCIC⁵⁷ et la SCET est réalisée, qui permet d'éclairer non seulement le rôle-clé de la CDC dans l'histoire urbaine – ce qu'on savait déjà – mais surtout ses modalités d'intervention dans l'aménagement urbain (grands ensembles, zones industrielles, stations touristiques, premières villes nouvelles comme Mourenx) à la charnière des années 1950 et 1960.

L'histoire des transports a longtemps été l'une des dimensions de l'histoire économique, sans pour autant s'intéresser beaucoup à l'histoire des villes, à l'exception peut-être du cas des gares. L'évolution récente de ce champ qui participe d'une histoire internationale des réseaux et de la mobilité⁵⁸ a autorisé la convergence avec l'histoire urbaine. Le décloisonnement opéré par certains historiens, que ce soit pour l'automobile⁵⁹ ou les transports en commun⁶⁰ apparaît ici légitime. Reste que comme dans le cas de l'histoire économique, l'histoire des politiques urbaines ne

55. Sabine Effosse, *L'invention du logement aidé en France L'immobilier au temps des Trente Glorieuses* Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2003.

56. Annie Fourcaut, Danièle Voldman (sous la direction de), « Financer l'habitat. Le rôle de la CDC aux XIX^e-XX^e siècles », *Histoire Urbaine*, n° 23, décembre 2008.

57. Paul Landauer, *L'invention du grand ensemble*, *op. cit.*

58. Vincent Guigeno, Mathieu Flonneau, *De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité*, Rennes, PUR, 2009; Denis Bocquet, « Les réseaux d'infrastructures urbaines au miroir de l'histoire: acquis et perspectives », *Flux*, 2006, 3, n° 65, p. 6-16.

59. Mathieu Flonneau, *L'automobile à la conquête de Paris*, Paris, Presses de l'école nationale des Ponts et Chaussées, 2003

60. Dominique Laroque, Michel Margairaz, Pierre Zembri (sous la direction de), *Paris et ses transports. XIX^e-XX^e siècles. Deux siècles de décisions pour la ville et sa région*, Paris, Editions recherche, 2002; Arnaud Passalacqua, *L'autobus et Paris: souplesse, espace public et mobilité de 1900 aux années 1970*, Paris, Université de Paris VII, thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'André Gueslin, 2009; *idem*, *L'Autobus et Paris*, Paris, Economica, 2011.

constitue pas une fin en soi pour l'histoire de la mobilité. On assiste plutôt ici à un compagnonnage ponctuel qu'à une réelle synergie. Les échelles spatiales et temporelles de référence apparaissent aujourd'hui très différentes. L'histoire des politiques urbaines telle qu'elle est actuellement pratiquée en France, privilégie en effet l'échelle nationale. Cette apparente résistance aux comparaisons résulte en premier lieu de la nécessité d'éclairer les dimensions enchevêtrées des politiques publiques. Si l'horizon vers lequel doit tendre la recherche est transnational, il lui reste aussi à éclairer la place de l'échelon local, que ce soit celui des communes, des départements ou des instances régionales⁶¹. Parce qu'elle a longtemps considéré la centralisation politique comme un axiome, l'histoire a négligé le poids des acteurs locaux, restant sourde aux démonstrations précoces de la sociologie des organisations et des sciences politiques. Le pas vers une histoire de la construction plurielle des territoires a néanmoins été franchi, grâce à des monographies de référence⁶². Là encore, l'enjeu est moins de valider la démonstration faite par les sociologues des années 1970⁶³ que de remettre dans leur contexte un ensemble de pratiques dont on sait aujourd'hui qu'elles s'enracinent dans un très long *xx^e* siècle. L'histoire du socialisme et du communisme municipal a ouvert la voie d'une histoire générale des politiques communales et inter-communales de l'aménagement urbain. La biographie d'un Claudius-Petit considère autant l'élus de Firminy que le ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme. La voie est désormais ouverte pour des études de villes ou d'élus locaux ou départementaux sur la moyenne durée du second *xx^e* siècle.

L'histoire des politiques publiques de la ville contemporaine est aujourd'hui suffisamment engagée pour entrer désormais dans sa phase de maturité. Les études pionnières qui ont légitimé cette approche de la ville par le politique sont derrière nous ; les travaux en cours et ceux à venir viendront compléter les pièces du puzzle encore manquantes. Certaines restent considérables, et supposent des trouvailles archivistiques : l'étude de la promotion privée dans l'offre de logement – du type Parly II co-propriété construite entre 1968 et 1978, que la publicité présente

61. Emmanuel Bellanger, *Assainir l'agglomération parisienne. Histoire d'une politique publique interdépartementale de l'assainissement (xix^e-xx^e siècles)*, Paris, SIAAP, 2011.

62. Emmanuel Bellanger, *Administrer la « banlieue municipale » : activité municipale, intercommunalité, pouvoir municipal, personnel communal et tutelle préfectorale en Seine banlieue des années 1880 aux années 1950*, thèse d'histoire contemporaine, sous la direction de Michel Margairaz, Université de Paris 8, 2004.

63. Pierre Grémion. *Le pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*. Paris, Ed. du Seuil, 1976.

comme réservée au logement des cadres – et le retour du pavillonnaire dès les années 1960, étudié par les sociologues et les géographes⁶⁴ mais dont le lien avec les étapes précédentes du *sprawl* n'est pas fait. La mutation des centres-villes enfin, entre des rénovations contestées⁶⁵ et les débuts de la patrimonialisation, ne doit pas être isolée de l'évolution d'ensemble. L'objectif reste en outre la pesée des parts du logement social, du secteur aidé et de la promotion privée dans le logement des Français des années de l'expansion, afin de mesurer le poids de l'État, en dépassant les représentations classiques du dirigisme tout puissant depuis l'Après-guerre. L'histoire sociale de l'urbain, qui demeure paradoxalement le parent pauvre de la recherche sur la ville contemporaine, reste elle largement à construire.

Retour au social

Alors que la matrice de l'histoire urbaine est incontestablement l'histoire sociale, la recherche historique récente semble avoir contourné le social, sans doute par souci de ne pas se laisser enfermer dans la problématique étroite d'une crise urbaine et à cause de la complexité de l'accès aux sources statistiques à grande échelle à partir des années 1960. En 1990, le premier appel scientifique français visant à « écrire une histoire contemporaine de l'urbain » pouvait ainsi affirmer que « la sclérose guette l'histoire urbaine si elle sacrifie au “tout social” »⁶⁶. Le programme d'une histoire sociale de la ville du dernier demi-siècle a pourtant régulièrement été réaffirmé comme prioritaire par les historiens français, que l'échelle d'analyse procède du quartier ou de l'agglomération urbaine. Le glissement enregistré qui conduit l'historiographie à passer de « la classe au territoire ou du social à l'urbain »⁶⁷ ne doit pas s'interpréter comme un abandon de l'histoire sociale mais bien comme une refondation.

64. Marie-Christine Jaillet, *Les Pavillonneurs : la production de la maison individuelle dans la région toulousaine*, Paris, CNRS, 1982 ; Martine Berger, *Les périurbains de Paris : de la ville dense à la métropole éclatée*, Paris, CNRS, 2004

65. Isabelle Backouche, « Expertiser la rénovation urbaine. Le cas de la France des années 1960 », *Genèses*, n° 70, 2008/1, p. 45-65.

66. Rémi Baudouï, Alain Faure, *et alii*, *op. cit.*, p. 102.

67. Annie Fourcaut, « De la classe au territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement social*, 200, juillet-septembre 2002, p. 170-176.

SOCIÉTÉ PETITE BOURGEOISE OU NOUVELLES SÉGRÉGATIONS ?

La mise en perspective des travaux sociologiques des années 1950-1970 forme un premier moyen d'approche des sociétés urbaines⁶⁸. En reprenant les questions posées, à chaud, par les enquêtes des sciences humaines, le chercheur retrouve à la fois l'horizon d'attente des habitants, ainsi que les obsessions des décideurs qui programment les décisions⁶⁹.

En prenant le temps d'un inventaire bibliographique et en réhabilitant la littérature grise, les historiens ont commencé à s'approprier une masse documentaire qui les avait longtemps découragés. Des grands ensembles au Grand Paris, en passant par les villes nouvelles, ce sont en effet des milliers de références qui jalonnent une histoire sociale de la ville vue par les enquêteurs contemporains. Se déprendre des représentations sociologiques de la ville, qui non seulement structurent la connaissance mais aussi en partie l'action des pouvoirs publics qui s'étaient appuyés sur l'expertise sociologique et géographique, apparaît ainsi comme une tâche préalable à l'histoire sociale de la ville contemporaine⁷⁰. Dans le sillage de Paul-Henry Chombart de Lauwe et de son Groupe d'Ethnologie sociale rattaché au CNRS, une série de monographies (Paris, Bordeaux, Maubeuge, Strasbourg) sont réalisées dans les années 1950 et au début des années 1960. Dans une étude menée en 1957 sur trois grands ensembles, les chercheurs pensent découvrir les prolégomènes d'une civilisation nouvelle⁷¹. L'observation participante du psycho-sociologue René Kaës à Strasbourg souligne les problèmes inhérents aux grands ensembles mais conclut avec optimisme : « Le grand ensemble est le support écologique de la culture de masse – c'est la genèse d'une autre société. »⁷² Ces études sur les transports, le statut des femmes ou les besoins en équipement nourriront la politique des grands ensembles et plus encore des ZUP et des villes nouvelles. La sociologie urbaine des années 1950-1960, confortée d'ailleurs

68. Jean-Michel Chapoulie et alii, *Sociologues et sociologies: La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, 2005.

69. Susanna Magri, « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 ». *L'Année sociologique*, 2008, 58, n° 1, p. 171-202.

70. Olivier Ratouis, « L'autonomisation de l'expertise dans l'urbanisme français d'après-guerre. Dunkerque et la Flandre maritime à l'épreuve du fordisme ? », dans Florence Bourillon, Laurent Coudroy de Lille (sous la direction de), « Expertise et décision urbaine », *Histoire Urbaine*, n° 14, décembre 2005, p. 9-27 ; « La hiérarchie des savoirs professionnels dans la Reconstruction des villes françaises. 1940-1960 », dans Patrizia Bonifazio, Elena Cogato Lanza (sous la direction de), *Les experts de la reconstruction. Gli esperti della ricostruzione*, Genève, Métispresses, 2009, p. 131-142.

71. Paul-Henry Chombart de Lauwe (sous la direction de), *Famille et habitation*, 2 volumes, Paris, CNRS (Groupe d'ethnologie sociale), 1957-1960.

72. René Kaës, *Vivre dans les grands ensembles*, Paris, Les Editions ouvrières, 1963, p. 308.

par les premières enquêtes démographiques, tend à analyser les nouveaux ensembles urbains comme les creusets d'une nouvelle société. A petite échelle, en effet, la représentation de la plupart des groupes sociaux, à l'exception des élites dirigeantes et des agriculteurs, et la jeunesse de la population semblaient indiquer que le temps des ségrégations urbaines était dépassé. Mais l'image de l'âge d'or a été contestée dès les années 1960. La proximité spatiale des différents groupes sociaux n'était en définitive que l'effet du rapprochement forcé et temporaire de trajectoires résidentielles divergentes⁷³.

De surcroît, si les grands ensembles peuvent apparaître comme des symboles de mixité sociale dans les années 1960, les analyses globales révèlent beaucoup plus de contrastes, que l'on prenne en compte les politiques de logement impulsées par le patronat industriel⁷⁴, les cités de transit ou le relogement massif des rapatriés d'Algérie ; certains quartiers nouveaux sont d'emblée construits pour les couches les plus populaires.

Les analyses de l'urbanisation ont été systématisées par la sociologie marxiste des années 1970, qui privilégie la dimension économique du logement⁷⁵, simple variable d'ajustement du système productif. Comme le logement reste une marchandise impossible à produire en système capitaliste, l'État, par le biais du secteur social, se met au service des besoins des grandes entreprises monopolistes. Ces analyses restent utilisables aujourd'hui davantage pour une histoire des cultures politiques et de la pensée sur l'urbain que pour une étude des groupes sociaux.

Une partie de l'histoire de l'immigration permet de renouveler l'histoire des sociétés urbaines : suivre l'arrivée et l'installation des migrants dans la ville et ses périphéries constitue une voie féconde pour analyser les transformations conjointes des populations et de l'espace urbain. Les Italiens dans l'Est parisien⁷⁶, les Espagnols en Plaine-Saint-Denis, les immigrés installés, puis chassés des bidonvilles, ces études d'histoire sociale éclairent en même temps les mutations de la ville. Notamment le passage de la ville

73. Jean-Claude Chamboredon, Madeleine Lemaire, « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leurs peuplement », *Revue française de Sociologie*, 1970, p. 3-33.

74. Hélène Frouard, *Du coron aux HLM : patronat et logement social, 1894-1953*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

75. Voir les analyses contenues dans Bernard Lepetit, Christian Topalov (sous la direction), *La ville des sciences sociales*, Paris, Belin, 2001 ; Michel Amiot, *Contre l'Etat, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900- 1980)*, Paris, EHESS, 1986 ; Pierre Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.

76. Marie-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien : une histoire d'intégration, 1880-1960*, Rome, Ecole française de Rome, 2000.

ancienne dense relativement accueillante aux nouveaux venus⁷⁷ qui y partagent les difficiles conditions des classes populaires urbaines aux difficultés d'insertion dans la métropole éclatée des nouveaux ensembles urbains.

RÉNOVATION URBAINE ET RÉSISTANCE

La rénovation urbaine a-t-elle brisé les sociabilités, détruit la vie de quartier et chassé les habitants vers des grands ensembles de banlieue, où l'adaptation au nouveau mode de vie s'avère pénible et coûteuse? L'étude d'Henri Coing sur un îlot insalubre du XIII^e arrondissement, espace emblématique de la rénovation des arrondissements périphériques, tend à le montrer, mais cette analyse a trop vite été généralisée⁷⁸. Des situations beaucoup plus contrastées apparaissent dans des monographies récentes : à Pantin, l'achèvement de la rénovation de la Place de l'Église se heurte à l'opposition frontale entre le maire communiste et le président SFIO de l'Office HLM, au grand dam du MRU qui y voit la cause de l'échec du projet. Tout un peuple d'artisans, d'ouvriers, de petits entrepreneurs et de propriétaires défend la qualité de la vie urbaine et l'équilibre économique de la Place de Fêtes, sur un registre emprunté parfois au poujadisme, et fait échouer le premier plan de rénovation du à Fernand Leboucher (1957-1967), sans pouvoir hélas éviter le second⁷⁹. Lors de la rénovation du quartier de la Goutte d'Or dans le XVIII^e arrondissement de Paris, les associations locales parviennent à infléchir le projet choisi par la Ville, de l'architecte Gérard Thurnauer, qui souhaitait s'inspirer de Beyrouth et édifier une entrée monumentale. À Valenciennes, en s'appuyant sur le goût des mineurs pour les corons et l'habitat individuel, le maire refuse les tours et les barres que l'architecte Noël Le Maresquier veut imposer dans la ZUP. À Angers, ville des castors et des squatters, où sévit une dramatique crise du logement, les autorités locales s'opposent en vain à l'obstination du MRU qui fait passer Belle-Beille, grand ensemble construit dans le cadre du secteur industrialisé de 671 à plus de 1 000 logements. Cette résistance des sociétés locales à la modernisation urbaine venue d'en haut, c'est à dire des ministères parisiens, forme la trame de

77. Voir l'exemple du quartier central de la République à Marseille avant sa rénovation dans Pierre Fournier, Sylvie Mazella (sous la direction de), *Marseille entre ville et ports. Les destins de la rue de la République*, Paris, La Découverte, collection Recherches, 2004.

78. Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social, l'îlot n° 4 (Paris, 13^e)*, Paris, Editions Ouvrières, 1966 ; 2^e édition, 1976.

79. François Delaunay, *La rénovation de la Place des Fêtes 1957-1983*, mémoire de maîtrise d'histoire, direction Annie Fourcaut, Université Paris 1, 2005.

l'étude de la modernisation de Toulouse, dont l'auteur met en avant la résistance des cultures vernaculaires⁸⁰.

Dans la même veine est magnifié Paris, la ville héroïque et populaire d'avant la rénovation urbaine⁸¹. Pour réécrire l'histoire de la modernisation urbaine du pays, subsistent des traces nombreuses : archives d'associations, films familiaux, reportages télévisés, archives orales. Ce corpus devrait permettre une histoire dynamique du changement urbain, dont on ignore encore comment il fut accepté et comment les Français s'en accommodèrent. Si nos contemporains, dans leur majorité, n'aiment pas leurs villes et lui préfèrent l'espace intermédiaire du périurbain, les effets de cette urbaphobie doivent être mesurés⁸². Étudier les habitantes des grands ensembles, qui pour les médias des années 1960 sont les premières victimes de la « sarcellite », maladie qui conduit à l'ennui, à la prostitution voire au suicide, permet de comprendre l'adaptation difficile aux nouveaux ensembles urbains et la modification induite des rapports de genre⁸³. Les jeunes sont aussi l'objet de politiques spécifiques : comment adapter les nouveaux ensembles à ces classes d'âge pléthoriques, leur éviter l'ennui et la délinquance, alors que la jeunesse devient une catégorie spécifique des politiques publiques ? Croiser les politiques d'encadrement et les représentations de la jeunesse des grands ensembles ouvre une voie vers la compréhension de leur appropriation au quotidien⁸⁴.

HUMANISER LE BÉTON ?

Au delà des femmes et des jeunes, c'est l'ensemble des populations des nouveaux ensembles urbains qui fait l'objet de politiques d'encadrement. D'abord héritées des formules paternalistes de l'Entre-deux-guerres, elles évoluent vers le modèle du catholicisme social urbain, qui propose d'enquêter avant d'agir. En dépit d'une légende tenace, les quartiers sans équipements forment l'exception et très tôt le législateur s'est attaché à encadrer les sociétés en gestation que formaient les nouveaux ensembles urbains. Octroyer des « mètres carrés » sociaux dans les grands ensembles, y prévoir des centres sociaux, des maisons de la culture ou des

80. Rosemary Wakeman, *Modernizing the Provincial City: Toulouse 1945-1975*, Harvard UP, 1997.

81. Rosemary Wakeman, *Paris, the heroic city 1945-1958*, The University of Chicago Press, 2009.

82. Arnaud Baubérot, Florence Bourillon (sous la direction de), *Urbaphobie. La détestation de la ville aux XIX^e et XX^e siècles*, Editions Bière, 2009.

83. Michèle Huguet, *Les Femmes dans les grands ensembles, de la représentation à la mise en scène*, Paris, CNRS, 1971.

84. Thibault Tellier, « Les jeunes des ZUP : nouvelle catégorie sociale de l'action publique durant les Trente Glorieuses ? », *Histoire@politique*, n° 4, janvier-avril 2008.

MJC⁸⁵, puis programmer des équipements intégrés dans les villes nouvelles, c'est ainsi tenter d'accélérer l'évolution qui en fera des villes, en instillant une dose de collectif dans ce qui est perçu par les experts comme une myriade anémique d'expériences individuelles⁸⁶. Dès les années 1970, il s'agit aussi de réparer ce qui est en train de se défaire, les cages d'escalier comme les sociabilités de voisinage. La politique de la ville s'enracine dans cet héritage, qu'elle transforme en une politique publique procédurière et novatrice à la fois. De ces procédures, les archives foisonnent⁸⁷. Pour l'historien que ne rebute pas leur aspect bureaucratique, ces archives révèlent, en creux, la crise multiforme en gestation depuis la fin des années 1970 et l'évolution sociale des quartiers en difficulté. Crise observable dans d'autres contextes, à Toronto par exemple où le gigantesque ensemble de logement social de Regent Park, construit pour une élite de travailleurs au lendemain de la guerre est devenu le symbole du quartier stigmatisé quarante ans plus tard⁸⁸.

Plusieurs pistes s'offrent aujourd'hui à l'histoire urbaine du contemporain. Poursuivre l'étude des politiques urbaines, en les insérant plus étroitement dans l'histoire administrative et politique de la France des IV^e et V^e Républiques ; la construction massive de logements sociaux et de villes nouvelles n'est qu'un aspect de la modernisation du pays, pensée globalement dans les commissions du Plan, au Conseil économique et social, mais aussi à la Direction de la Construction comme à celle de l'Aménagement du territoire du même ministère de la Construction, puis à la DATAR, etc. Urbanisation, décentralisation et aménagement du territoire doivent être pensés ensemble, comme ils l'étaient par les décideurs. Ce qui passe par un double programme : comprendre le « savoir administrer » la ville à tous les échelons de la décision, qui ne sont pas, bien avant les lois Defferre, que nationaux ; comprendre, en même temps, le projet social qui accompagne les décisions et qui n'est sans doute pas le même en 1955 et en 1975.

Si l'urbanisation des années de la IV^e République et celles des débuts de la V^e commence à être bien connue, il n'en va pas de même de la période qui s'étend des lendemains de mai 1968 à l'arrivée de François Mitterrand

85. Laurent Besse, *Les MJC. De l'été des blousons noirs à l'été des Minguettes. 1959-1981*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

86. *Comment réussir les grands ensembles*, colloque UNESCO, 1960, revue *L'Habitation*, 80, avril 1960.

87. Guide des sources d'archives sur la politique de la ville : <http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/cac/fr/index.html>.

88. Sean Purdy, « Ripped Off » By the System : Housing Policy, Poverty, and Territorial Stigmatization in Regent Park Housing Project, 1951-1991, *Labour/Le Travail*, volume 52, Fall/Automne 2003, p. 45-108.

à la présidence de la République : le diagnostic de crise urbaine est posé très tôt, les nouveaux référentiels publics – qualité de la vie, logement des exclus, réorientation du secteur social avec la loi Barre (1977), éternel retour du pavillonnaire – s'enchevêtrent sans que les lignes de force apparaissent nettement⁸⁹. Au delà des décisions et des circulaires, d'ailleurs mal connues, restent à comprendre les effets de ces mutations conjointes dans l'agencement des villes. Aujourd'hui, comme à Saint-Brieuc, les opérations de rénovation urbaine s'accompagnent souvent d'une analyse de la sédimentation séculaire des politiques du logement social⁹⁰.

Enfin, des lectures transnationales de la ville européenne du second xx^e siècle s'esquissent⁹¹. Jusqu'à quel point, à des problèmes similaires – reconstruction des villes détruites, crise du logement de l'Après guerre, construction de masse aidée par les États, logement des migrants dans les nouveaux ensembles urbains, émeutes urbaines, etc. – des solutions comparables ont-elles été données par des États à système politique différent ? Croiser ces relectures avec une histoire sociale de la ville ordinaire, appuyée sur des monographies qui mêlent sur le moyen terme représentations et évolution des peuplements, devrait permettre de dépasser la grille de lecture nationale. Et de comprendre comment, avec les autres Européens, mais en décalage avec eux, les Français se sont accommodés de la vie urbaine.

89. Pascal Griset (sous la direction de), *Georges Pompidou et la modernité. Les tensions de l'innovation 1962-1974*, Collection, Georges Pompidou - Études, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, Peter Lang, 2006 ; Serge Berstein, Jean-François Sirinelli (sous la direction de), *Les années Giscard : les réformes de la société, 1974-1981*, Paris, A. Colin, 2007.

90. Annie Fourcaut, Patrick Harismendy (sous la direction de), *Grands ensembles, intentions et pratiques (1850-1970)*, Rencontres urbaines de Mazier, novembre 2010, Ville de Saint-Brieuc.

91. Dossier coordonné par Sabine Effosse, *Le financement du logement social en Europe depuis 1945*, *Revue européenne d'histoire sociale, Histoire et sociétés*, n° 20, septembre 2006, p. 4-67.

*Ce trente-deuxième numéro
de la revue
Histoire Urbaine
édité par la
Société Française d'Histoire Urbaine
a été réalisé par les
Éditions Bière
à Pompignac 33370
- France -*

Achévé d'imprimer en décembre 2011
sur les presses numériques de l'Imprimerie Maury S.A.S.
Z.I. des Ondes - 12100 Millau
N° d'imprimeur : Int/xxxxxxxx
Dépôt légal : 4^e trimestre 2011

Imprimé en France

DEMANDE D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT

1 Particuliers, adhérents, étudiants

Demandes à adresser à : **Catherine Denys**, *Trésorière de la SFHU*

2 place du Temple, 59 000 Lille - Courriel : sfhu@univ-mlv.fr

Chèque à libeller au nom de la SFHU

Adhésion à la Société et abonnement à la revue *Histoire Urbaine*

France et zone euro		Étranger hors zone euro	
Cotisation sans abonnement	10 €	Cotisation sans abonnement	10 €
Cotisation et abonnement	53 €	Cotisation et abonnement	61 €
Étudiant ¹ (cotisation/abonnement)	38 €	Étudiant ¹ (cotisation/abonnement)	46 €

(1) Veuillez joindre une photocopie de la carte d'étudiant.

2 Institutions, associations, bibliothèques, écoles, administrations, distributeurs, libraires

Demandes à adresser : **Éditions Bière**

4 chemin de Meyrefort - 33370 Pompignac - France - Courriel : contact@editionsbiere.com

Tél. : 05 56 72 52 90 - Fax : 05 56 72 91 88

Chèque à libeller au nom des Éditions Bière

Abonnement à la revue *Histoire Urbaine*

France et zone euro	70 €	Étranger hors zone euro	80 €
---------------------	------	-------------------------	------

SIRET 421 891 334 00011

RIP : Établissement : 20041 - Guichet : 01012 - Compte : 44072155033 - Clé : 90

Histoire Urbaine

Normes éditoriales

Les articles publiés par *Histoire Urbaine* ne peuvent dépasser 40 000 signes, notes, tableaux, graphiques compris. Les articles soumis à la revue sont publiés après l'avis favorable du comité de lecture. Les recensions d'ouvrages ne doivent pas dépasser 7000 signes.

Les articles, les ouvrages pour recension et toute correspondance éditoriale doivent être adressés à :

M. **Frédéric Moret**, SFHU, Université Paris-Est Marne la Vallée, UFR S H S, Cité Descartes, 77454 Marne la Vallée Cedex 2 France.

Les articles seront envoyés au secrétariat de rédaction sous la forme d'un exemplaire papier (Times Roman ; double interligne) imprimés sur le recto et entièrement paginés, et par mail à l'adresse suivante : sfhu@univ-mlv.fr

Les conventions pour les références bibliographiques sont disponibles sur le site de la SFHU. Elles suivent les normes françaises ; elles apparaissent en note et l'article n'est pas, sauf exception, accompagné d'une bibliographie.

Un résumé en français et en anglais (portant la traduction du titre) de 10 lignes maximum sera joint à l'article.

Les articles peuvent être accompagnés d'illustrations. Elles doivent être de bonne qualité et comporter une légende. Elles doivent être libres de tout droit. Les tableaux et les graphiques doivent être placés dans le texte avec leurs titres, légendes et sources.

Les manuscrits non retenus ne sont pas retournés.

Histoire Urbaine

N° 32 - Décembre 2011

Marie-Carmen GRAS

*“Les processions en l'honneur
de sainte Geneviève à Paris (XV^e-XVIII^e siècles)”*

Élise HIRAM

*“Les processions religieuses face à la météorologie.
Salamanque au XVII^e siècle”*

Mathieu CAESAR

*“Les écoles urbaines dans le Genevois
aux XIV^e-XVI^e siècles”*

Claude DENJEAN, Juliette SIBON

*“Citoyenneté et fait minoritaire
dans la ville médiévale : les juifs de Marseille,
de Catalogne et de Majorque”*

Alain THILLAY

*“La Charité Sainte-Marguerite à Paris
au cours de la première moitié du XVIII^e siècle”*

Carole LEDENT

*“Villes et rivières. Autour des rencontres
de Liessies”*

Annie FOURCAUT, Loïc VADELORGE

*“Où en est-on de l'histoire urbaine
du contemporain ?”*

Photo de couverture :

*Sainte Geneviève distribue du pain aux parisiens affamés.
Vitrail de la chapelle Sainte-Geneviève en l'église Saint-Etienne-du-Mont
Réalisé par A. N. Didron en 1882*

